

L'enfance en péril

Rapport 2005 de l'Unicef sur la situation des enfants dans le monde

Partage international n° 199 - Mars 2005

La Convention relative aux droits de l'enfant a beau avoir été adoptée à la quasi-unanimité des nations membres de l'Onu, en 1989, le nouveau rapport de l'Unicef montre, comme l'a précisé Carol Bellamy, présidente de cette agence onusienne, que la pauvreté, les conflits armés et le sida maintiennent plus de la moitié des 2,2 milliards d'enfants du monde dans un dénuement extrême qui leur vole leur enfance et plombe l'avancée des droits de l'homme et le développement économique.

« Trop de gouvernements, déplore-t-elle, font des choix qui vont à l'encontre des véritables intérêts des enfants. La pauvreté, les guerres ne naissent pas de rien, le sida ne s'étend pas au hasard. Ces fléaux découlent de nos choix. Quand la moitié des enfants de la planète grandissent le ventre vide et dans des conditions insalubres, quand les écoles sont devenues des cibles et que des villages entiers sont vidés par le sida, c'est manifestement que nous avons échoué à tenir les promesses que nous avons faites aux enfants. »

Ce rapport, sous-titré *L'Enfance en péril*, examine trois des menaces majeures qui pèsent aujourd'hui sur les enfants : la misère, la guerre et le sida - posant chaque fois un diagnostic de la situation mondiale avant de proposer un certain nombre de mesures concrètes.

L'Unicef souligne que la pauvreté n'a pas le même impact sur l'enfant que sur l'adulte, et qu'on ne peut donc la mesurer en termes de niveaux de revenus et de consommation. C'est pourquoi, en collaboration avec l'Université de Bristol et la London School of Economics, l'Agence propose sept grandes catégories de biens et services essentiels à un bon développement de l'enfant, dont l'absence détermine des privations graves - et dont voici l'évaluation chiffrée des victimes :

- logement : 640 millions d'enfants n'ont pas d'abri adéquat ;

- installations sanitaires : 500 millions n'y ont pas accès.

- eau salubre : 400 millions en manque ;

- information (TV, radio, presse) : 300 millions n'y ont pas accès.

- santé, soins : 270 millions en manque ;

- éducation : 140 millions d'enfant, majoritairement des filles, n'ont jamais fréquenté l'école ;

- nourriture : 90 millions en manque cruellement ;

en ajoutant que 700 millions d'enfants combinent deux formes ou plus de ces privations, qui s'aggravent l'une l'autre.

Tout aussi préoccupant, depuis une décennie, cette pauvreté touche un nombre d'enfants vivant dans des pays à revenu national relativement élevé (une quinzaine, environ).

Les conflits armés ne résultent pas seulement d'erreurs politiques mais aussi, dans une très grande mesure, de l'extrême pauvreté, qui en est à la fois la cause et l'effet ; c'est particulièrement vrai des guerres civiles (55 des 59 conflits ayant éclaté entre 1990 et 2003 sur la planète), où des factions se disputent des ressources nationales mal gérées.

Les enfants sont les principales victimes de ces conflits, tant en termes de mortalité que de conséquences personnelles : ils constituent près de la moitié des 3,6 millions de disparus du fait des guerres depuis 1990, selon le rapport (mines, tirs accidentels, bombardements, etc.). Qui plus est, fait nouveau, ils sont devenus des cibles délibérées pour les soldats et le terrorisme, comme l'a montré le massacre d'environ 350 enfants de l'école de Beslan (Russie) en septembre 2004.

Ce rapport évalue également où en est la communauté internationale par rapport au programme en 10 étapes d'action et de protection de l'enfance de l'Unicef, de 1995. Le bilan, s'il comporte quelques avancées indéniables, est cependant plus que mitigé : en témoigne l'enrôlement en augmentation accélérée d'enfants soldats.

La guerre a aussi des conséquences catastrophiques dans le domaine de la santé et des conditions sanitaires. Pour un conflit type de cinq ans, le taux de mortalité parmi les moins de cinq ans croît de 13 %. Et l'augmentation de la misère qu'entraîne forcément tout conflit armé (20 millions d'enfants ont ainsi dû quitter leurs maisons dans les années 1990), rend d'autant plus nécessaire l'intervention massive de la communauté internationale, pour garantir une transition stable et ferme vers une société de développement.

Les effets pernicieux du sida

Rien ne rend mieux l'impact du sida sur les enfants que la quinzaine de millions d'orphelins que cette maladie a déjà faits.

La mort des parents touche toute la vie de l'enfant, de sa sécurité physique à son développement mental, en passant par son bien-être affectif ; bref, de sa santé sur tous les plans. Mais les effets pernicieux du sida se font sentir bien avant : les conditions financières rendues difficiles par la maladie (qui s'ajoute à la misère et aux privations) font que nombre d'enfants, surtout les filles, abandonnent l'école pour aider leurs familles - avec le risque de se retrouver victimes d'exploitations de toutes sortes.

Mais le sida ne se contente pas de tuer les parents, il décime également les instituteurs, les travailleurs sociaux et médicaux, etc. qui forment un réseau protecteur irremplaçable autour des enfants d'une communauté et sur lesquels le virus a un effet dévastateur, souvent à la fois d'une manière immédiate et progressive, le délai entre la contamination et le décès pouvant durer une dizaine d'années.

La science et la prise de conscience croissante des politiques font espérer, cependant, que ces nouvelles infections seront bientôt susceptibles d'être stabilisées, voire de diminuer en nombre. A cette fin, le rapport détaille les mesures que les pays devraient prendre pour enrayer l'expansion de l'épidémie, maintenir en vie les adultes contaminés et répondre aux besoins des orphelins.

Le rapport déclare qu'il ne tient qu'à nous de combler le fossé entre l'enfance idéale et celle que vivent la moitié des enfants du monde. Il préconise, pour ce faire, certaines lignes d'action :

- Travailler au développement social et économique

en conformité avec les droits de l'homme, en accordant une attention spéciale aux enfants les plus vulnérables.

- Mettre en place des politiques socialement responsables, accordant notamment une place prioritaire aux enfants.

- Inciter à des investissements massifs tant privés que gouvernementaux, qui permettront de placer le bien-être de l'enfance au cœur même de l'élaboration des budgets nationaux.

- Que les individus, les familles, les milieux d'affaire et les communautés s'impliquent sur le long terme dans l'amélioration de la vie des enfants, et s'emploient à promouvoir et protéger leurs droits.

« L'approbation de la Convention des droits de l'enfant a été un moment extraordinaire de lucidité, où le monde a montré qu'il comprenait qu'il ne saurait y avoir de progrès sans une enfance vivant dans un cadre sain et protégé », déclare C. Bellamy. Mais la qualité de vie d'un enfant dépend de décisions qui sont prises jour après jour dans les foyers, les communautés et les sphères gouvernementales. Ces choix doivent être faits avec sagesse, avec l'intention de servir au mieux l'intérêt de nos enfants. Faute de quoi, nous ne parviendrons pas à atteindre nos objectifs plus larges, plus mondiaux, les objectifs d'instaurer les droits de l'homme et d'assurer le développement économique. L'état d'une nation se mesure à celui de ses enfants. C'est aussi simple que cela. »

Sources : Unicef

Thématiques : [Sciences et santé](#), [Société](#), [politique](#), [Économie](#), [éducation](#)

Rubrique : [Les priorités de Maitreya](#) (« Pour aider les hommes dans leur tâche, Maitreya, l'Instructeur mondial, a formulé certaines priorités. Assurer à tous un approvisionnement correct en nourriture ; procurer à tous un logement convenable ; fournir à tous soins médicaux et éducation, désormais reconnus comme un droit universel. » Le Maître de Benjamin Creme, Partage international, janvier 1989. Dans cette rubrique, notre rédaction aborde les questions relatives aux priorités énoncées par Maitreya et présente des expériences orientées dans cette direction.)